

**Bernard Rodenstein**

Président de la Fédération des Pupilles de la Nation  
et de l'association des Pupilles de la nation, orphelin de guerre, d'Alsace  
18, rue Roosevelt - 68000 COLMAR - 03 89 41 06 00  
b.rod@free.fr

Colmar le 13 septembre 2011

à

**Monsieur le Président de la République,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,**

Vous avez tous, dans vos fonctions respectives, la lourde charge de présider aux destinées de notre Etat et de la Nation.

L'époque que nous traversons est particulièrement agitée. De lourdes menaces pèsent sur les économies du monde entier et nul ne peut mesurer encore les conséquences dramatiques qui pourraient s'y rattacher.

Faire preuve de prudence dans la gestion des fonds publics relève, dans un tel contexte, de la plus élémentaire sagesse.

C'est donc à juste titre que vous répondez par la négative aux sollicitations souvent réitérées des orphelins de la seconde guerre mondiale, pupilles de la Nation qui ont le désagréable sentiment, depuis les décrets en reconnaissance et en indemnisation de Juillet 2000 et de Juillet 2004, d'être injustement victimes de la discrimination opérée par l'Etat français, alors même qu'ils ont été solennellement adoptés par la Nation.

La rigueur budgétaire et l'assèchement des caisses de l'Etat vous interdisent, selon vos propres dires, d'envisager l'extension du périmètre de l'indemnisation déjà accordée à certaines catégories d'orphelins, à la totalité d'entre eux, quand bien même le Président de la République nous en a fait la promesse, en Mai 2007, peu de temps après son entrée à l'Elysée.

Nous ne pouvons pour autant nous résigner à ce traitement inégalitaire, contraire aux principes fondamentaux de notre République.

Le montant total envisagé pour l'extension de la mesure est aujourd'hui très surévalué. Compte tenu de la tranche d'âge concernée, les possibles bénéficiaires disparaissent progressivement. L'Etat peut certes choisir d'attendre encore. Le temps qui passe règle le problème ! Je ne peux imaginer que vous soyez capables d'un tel cynisme.

Quelle autre solution ?

Il en existe, nous en avons la certitude.

S'agissant de la réparation d'une injustice flagrante, vous ne pouvez pas ne pas en trouver.

Nous vous suggérons à nouveau la création d'une taxe spéciale sur le commerce des armements, pour alimenter un fonds permanent d'indemnisation des victimes de toutes les guerres, le FIVIG.

Comme tous les citoyens français, nous sommes affligés par des révélations de plus en plus concordantes de la presse, concernant la pratique des versements de commissions et de rétro commissions dans le domaine du marché de l'armement, de même que par les allégations portant sur les sources de financement des partis politiques et des campagnes électorales.

L'Etat lui-même, ses serviteurs, du haut en bas de l'échelle, ne donnent pas l'exemple de la mesure et des restrictions. Nous voyons bien que l'argent est là et qu'il ne fait pas défaut partout.

Nous sommes, en notre qualité d'orphelins de guerre jamais indemnisés véritablement, des écorchés vifs et plus attentifs sans doute que d'autres, aux agissements de nos pouvoirs publics.

Nous revenons vers vous, en ce début de campagne électorale, pour vous demander respectueusement de faire enfin droit à nos revendications.

Nous sommes encore suffisamment nombreux et déterminés pour faire entendre notre voix.

Jamais nous n'oublierons les promesses qui nous ont été faites, les personnes qui les ont tenues et celles qui ont trahi notre attente de voir notre droit enfin respecté.

Mesdames et Messieurs les représentants de la Nation, vous nous avez adoptés. Ayez pour tous vos enfants le même respect et la même considération.

Nous ne pouvons attendre moins de vous.

Avec l'expression de ma parfaite considération.



Bernard Rodenstein